

que l'Empereur et l'Impératrice avaient été pour lui « d'une parfaite bonté (1). »

Loin de s'apaiser, le mécontentement de l'Empereur était cependant entretenu par des nouvelles fort peu satisfaisantes reçues de tous les points du territoire; il pensait qu'on aurait pu remédier à cet état de choses, si le maréchal, au lieu de présenter la situation sous des couleurs trop favorables et de renvoyer des troupes en France, avait, ainsi qu'il le lui conseillait, sollicité de nouveaux renforts. Les sentiments de l'empereur Maximilien se trouvent nettement exprimés dans une lettre datée du 29 juin 1865 :

« Je reçois des nouvelles fort alarmantes. Il faudra pourvoir à la sûreté de cette place importante de Guanajuato.

« Si le moindre scandale arrive, j'en rends responsable le maréchal.

« Il faut le dire nettement, notre situation militaire est des plus mauvaises, Guanajuato et Guadalajara sont menacés.

« La ville de Morelia est entourée d'ennemis; Acapulco est perdu et donne par son excellente position un chemin toujours ouvert pour alimenter la guerre, et pour fournir l'ennemi d'hommes et d'armes.

« Oajaca est presque dégarni; San Luis Potosi est en danger.

« Du nord ne viennent pas de nouvelles, de manière que la position militaire est, je le répète, bien mauvaise, plus mauvaise que l'automne passé.

« On a perdu un temps précieux, on a ruiné le trésor public, on a ébranlé la confiance, et tout cela parce qu'on a fait croire à Paris que la guerre est glorieusement finie, que d'immenses territoires plus vastes que la France étaient redevenus calmes et paisibles.

(1) Le maréchal au ministre, 28 juin.

L'Empereur donna en dot à la maréchale le palais de Buena-Vista, résidence du commandant en chef. Une clause du contrat spécifiait que, dans le cas où le maréchal quitterait le Mexique, cet hôtel serait repris par l'Etat moyennant une somme de cent mille piastres. Après la chute de l'empire, le gouvernement républicain s'en empara.

« Donnant suite à ces rapports complètement faux, on a rappelé une grande quantité de troupes, voulant ainsi gagner l'opposition; on a laissé un nombre insuffisant de soldats.

« D'un autre côté, on nous a fait dépenser des sommes énormes pour les mauvaises troupes auxiliaires, et de cette manière le pauvre pays doit payer des troupes françaises,....des hordes d'indigènes qui ne lui font que du mal, et en récompense de ces immenses sacrifices pécuniaires, nous voyons les principales villes du pays, les centres de la richesse, menacés par des troupes audacieuses qu'on se plaît à appeler « *ladrones* », mais qui montrent un talent militaire très-remarquable, profitant immédiatement des grandes faiblesses de notre position.

« Dans tous ces points, il y a deux questions sérieuses à régler : l'insuffisance des troupes et les sommes inouïes que cette lente et malheureuse guerre engloutit.

« Le point le plus brûlant pour le moment est d'assurer les grandes villes.

« La perte de Guanajuato serait un malheur irréparable; la prise de Morelia un scandale sans nom.

« A propos de Morelia, je me rappelle très-bien les promesses qu'on m'avait faites l'année dernière. On parlait comme à présent du temps des pluies. On disait qu'en hiver tout serait fait. On faisait mille promesses aux malheureuses populations, et il se passe une année et nous voilà dans la position la plus déplorable. »

Il y avait beaucoup de vrai dans ce triste exposé de la situation du pays, bien que les alarmes au sujet de la conservation des grandes villes de l'intérieur, toujours protégées par l'armée française fussent des plus exagérées. Il eût été certainement avantageux d'avoir un effectif français plus considérable, mais enfin ces mauvaises troupes auxiliaires, ces hordes d'indigènes, dont l'Empereur parle avec tant de dédain, étaient en définitive composées des mêmes éléments que les troupes républicaines; qu'elles fussent médiocres, et sur tous les points de beaucoup inférieures

4865.

à des corps européens, c'est incontestable ; l'Empereur devait le savoir avant d'accepter la couronne. Il assurait d'ailleurs ne s'être jamais fait d'illusions sur le véritable état du pays (1) ; d'autre part, il ne pouvait espérer que le gouvernement français continuerait indéfiniment ses sacrifices d'hommes et d'argent, malgré le désir maintes fois exprimé par la France de voir mettre un terme à l'intervention au Mexique. Quand les Mexicains eux-mêmes restaient inertes, que les plus ardents partisans de la monarchie se montraient impuissants à provoquer quelque manifestation sérieuse en faveur de l'empire, était-il sage de croire que les troupes françaises, leur effectif fût-il double ou triple, arriveraient à rétablir l'ordre dans un pays déchiré depuis quarante ans par la guerre civile ? Le clergé était de plus en plus hostile ; la reconnaissance des lois de réforme avait porté son irritation au comble, tandis que la révision des ventes des biens ecclésiastiques avec les lenteurs de la justice mexicaine et les vexations qui en étaient la conséquence, ne satisfaisait personne et grossissait les rangs de l'opposition. Les plaintes de milliers de veuves de militaires, d'estropiés, et de blessés, auxquels on ne payait pas régulièrement la pension qu'ils recevaient des autres gouvernements, faisaient le plus mauvais effet. Une lettre, datée du 30 juin 1865, adressée à l'Empereur par le

(1) J'ai bien voulu croire ce que Teran me disait avant mon départ d'Europe, et je savais que les idées des pauvres exilés de la Régence embarrassée n'étaient que des fantasmagories. Je ne me fis jamais d'illusions, mais j'ai trouvé que la situation n'était pourtant pas si triste que Teran la peignait alors et qu'il voudrait encore la faire paraître ; ce pays est meilleur qu'il n'en a la réputation, et il est précisément meilleur dans le sens contraire aux exilés. . . . (Extrait d'une lettre de l'empereur Maximilien au baron de Pont, 8 décembre 1865.)

M. Teran, agent du gouvernement de Juarez en Europe, était allé voir l'empereur Maximilien à Miramar, pour le détourner d'accepter la couronne du Mexique.

4865.

préfet de Morelia pour lui donner sa démission, est intéressante à connaître comme indice des dispositions actuelles des anciens partisans de l'empire :

« Sire, la marche politique que S. M. a cru devoir imprimer à son gouvernement n'a pas répondu au grand but que S. M. se proposait sans doute en l'adoptant ; tout au contraire, les populations l'ont vue avec une extrême défiance et les révolutionnaires avec un dédain marqué.

« L'enthousiasme des premières est éteint, elles sont tombées dans l'indifférence, d'où elles passeront à l'aversion.

« La révolution dont les titres ont été reconnus par S. M., de la façon la plus explicite et la plus solennelle, méprise les concessions parce qu'elle se croit autorisée à les regarder comme de justes réparations qui lui sont dues. Elle marche à son but, rien ne l'arrête et peut-être triomphera-t-elle dans ce département.

« Ce n'est pas qu'elle soit forte par le pouvoir des armes ; sa force est dans la faiblesse du gouvernement. Celui-ci n'a pas de pensée fixe, il n'a pas d'ensemble dans ces mesures ; l'opportunité et l'unité d'action manquent dans tout. En un mot, Sire, on cherche en vain l'intelligence supérieure qui dirige, la volonté ferme qui décide, la main vigoureuse qui exécute ; le chaos en est la conséquence forcée.

« Telle est la situation du Michoacan. Il convient à mon devoir comme autorité, à ma loyauté comme homme d'honneur, de l'exprimer franchement à S. M. en insistant pour la quatrième fois sur la démission que je donne de la préfecture politique.

« Je prie S. M. de l'accepter pour me sauver au moins du ridicule qui est le sort réservé aux fonctionnaires publics de ce malheureux département. »

La désaffection était en effet générale. L'Empereur, au lieu d'exercer le pouvoir d'une main ferme et sous sa propre responsabilité, laissait paralyser ses excellentes intentions par le mauvais vouloir ou l'apathie de ses agents ; il avait la faiblesse de soumettre ses décisions au contrôle de ses ministres, et en subordonnait l'exécution à leur au-

1865.

torisation préalable (1). Très-fréquemment, des questions arrêtées dans un sens entre l'Empereur et le maréchal recevaient, quand elles avaient passé par les ministres, une solution toute différente, ou bien elles étaient indéfiniment ajournées.

L'expérience était faite, l'épreuve était tentée; de plus la guerre civile d'Amérique une fois terminée, l'influence française devait inévitablement succomber sous l'influence bien autrement puissante de la république américaine. Les moins clairvoyants reconnaissent actuellement l'impossibilité de maintenir l'empire; la fraction la plus active et la plus intelligente du pays était entraînée dans le courant des idées républicaines démocratiques; la masse indienne restait inerte, et les conservateurs monarchiques ne représentaient qu'une minorité fort insuffisante; avec plus d'énergie, l'empereur Maximilien aurait peut-être tiré meilleur parti de la situation, il n'est pas probable qu'il fût parvenu à la dominer.

Il était également injuste de rendre le maréchal Bazaine responsable des difficultés de l'heure présente. L'empereur Maximilien se montrait cependant trop disposé à le faire (2).

(1) Un Français, qui était allé à Mexico pour s'occuper de la fondation d'établissements de crédit, écrivait le 12 août 1865 : « Comme étranger, ce qui se passe dans ce pays ne me regarde pas; mais je ne puis m'empêcher de plaindre sincèrement S. M. Maximilien d'être entouré d'hommes aussi arriérés; en vérité, on serait porté à croire que c'est de mauvaise foi qu'ils agissent. Sa Majesté est trop bonne et a trop de déférence pour eux; avec de pareils hommes, ses efforts pour faire le bien du pays sont frappés de stérilité. »

(2) La lettre suivante, de l'empereur Maximilien, fera connaître l'aigreur de ses sentiments à l'égard du maréchal.

Chapultepec, 18 juillet 1865 — «.....Je ne me plains pas contre les Français auxquels le Mexique doit tant de reconnaissance, mais je me plains amèrement

1865.

Un rapide exposé de la situation financière du pays achèvera de prouver combien étaient précaires les conditions d'existence de l'empire.

Les ministres de l'empereur Maximilien s'exprimaient ainsi dans un rapport qu'ils lui adressaient à ce sujet :

Sire, en montant sur le trône du Mexique, ce dont Votre Majesté pouvait le moins se flatter c'était de venir gouverner une nation prospère. V. M. reconnut de la manière la plus formelle que l'Empire et la présence de l'Empereur étaient acceptés comme l'espoir

et directement contre quelques Français qui servent mal leur Empereur et l'honneur de leur drapeau. Je parle de ces hauts fonctionnaires qui dépensent l'argent et le sang du Mexique inutilement, qui font toutes les intrigues pour contrecarrer la formation d'une armée nationale, qui renvoient des troupes sans la permission de leur souverain et contre les traités les plus sacrés, qui permettent et autorisent le vol et le saccage, qui démoralisent de plus en plus, tous les jours, une belle et glorieuse armée, qui foulent à leurs pieds les principes de la civilisation, la gloire de Napoléon et de ses drapeaux; je parle de ces chefs qui me laissent dans l'ignorance la plus complète de faits militaires, qui me parlent de victoires quand il y a des défaites, qui sacrifient inutilement de braves troupes, qui ont mis mon empire dans une position militaire plus triste qu'elle n'a été l'année passée, qui permettent à Juarez d'enrôler une nouvelle armée et de se moquer d'un maréchal de France et de son armée.

« Si je ne me plains pas ouvertement, si je ne montre pas mon mépris, c'est par égard pour mon meilleur ami, pour l'empereur Napoléon, par respect pour cette grande nation à laquelle nous devons tant. J'avale bien des injustices, bien des humiliations auxquelles je n'étais accoutumé de ma vie, par amour pour ma nouvelle patrie, par amitié pour la France. Je fais comme si j'étais dupé, pour sauver l'avenir, et vous savez bien que je ne suis la dupe de personne et que ma mémoire, malheureusement trop bonne, me fait rappeler toutes les promesses et tous les mensonges qu'on m'a faits et dits depuis quatorze mois. Aucune des promesses n'a été tenue et, je le répète, la position militaire est plus mauvaise que l'année dernière, chose que je peux vous prouver sur la carte et par les rapports que je reçois, qui, c'est vrai, ne me parviennent pas malheureusement du quartier général comme cela devrait être, mais qui pour cela ne sont pas moins authentiques. Du reste, je me console de ne pas recevoir des rapports inexacts du quartier général, puisque le même malheur arrive comme je viens de le savoir positivement à l'empereur des Français.

« On se joue des deux Empereurs, voilà la situation; mais elle ne durera pas longtemps; les deux Empereurs commencent à voir clairement et le Mexique et la gloire de l'armée française seront sauvés et triompheront de toutes les intrigues méprisables. »

1865.

d'un remède à d'immenses malheurs qui pesaient douloureusement sur ce pays depuis longues années, et que le gouvernement de V. M. était l'héritier de beaucoup d'autres qui avaient accumulé, peu importe à qui en revient la faute, une foule de désordres et de calamités, d'engagements et de déceptions....

« Grande renommée de richesses, pauvreté réelle, brillantes illusions et amères déceptions, telle est notre histoire financière. »

On disait que les revenus du Mexique, sous le gouvernement des vice-rois, s'élevaient à vingt millions de piastres ; mais, en regardant les chiffres de près et en déduisant les frais de perception, on arrive seulement à un total de treize millions et demi de piastres qui s'était abaissé à huit ou neuf millions au moment où l'indépendance fut proclamée. On estimait que, lorsque l'empereur Maximilien accepta la couronne, le revenu public s'élevait à quinze millions de piastres au plus ; il était dû dix annuités sur la dette étrangère, plus de cinquante millions de piastres à la France pour frais de l'expédition, et cent millions à la dette intérieure. Quoique ce bilan ne fût pas alors très-bien connu, la première préoccupation du nouveau souverain, avant même son départ de Miramar, avait été de négocier un emprunt. Nous avons déjà dit qu'il réussit, grâce à l'habileté de M. Fould, ministre des finances de France ; on obtint cet emprunt au chiffre nominal d'un peu plus de cinquante millions de piastres, à un taux de 6 %, mais les frais et les conditions de la souscription le réduisirent à moins de vingt millions de piastres, ce qui fit ressortir l'intérêt à plus de 12 % ; pour le Mexique ces conditions n'étaient pas encore trop mauvaises ; « dans ses jours les plus prospères, la république mexicaine eût été heureuse de trouver de l'argent à ce prix » (1).

(1) Rapport du ministre des finances.

1865.

Mais c'est à peine si, après les prélèvements faits pour les créanciers anglais, pour les garanties d'intérêts, et pour le trésor français, il était resté, sur le produit de cet emprunt, quelques millions que l'empereur Maximilien reçut à Miramar et appliqua en partie aux dépenses de premier établissement. Il fallait, de toute nécessité, faire un nouvel appel au crédit public.

Dans les premiers mois de l'année 1864, le ministre des finances avait envoyé au Mexique M. Corta, député au Corps législatif, « homme d'un excellent esprit, calme, et instruit, » disait le ministre lui-même (1) ; il avait pour mission spéciale d'étudier la situation financière, de se rendre compte des difficultés, d'en préparer l'aplanissement, de régler les différentes questions d'indemnités et de réclamations françaises, sans oublier surtout la créance Jecker (2), et de faire la lumière sur les incertitudes de l'avenir.

Après un séjour de quelques semaines à Mexico, M. Corta revint à Paris, ébloui, disait-il, de la fécondité de ce sol privilégié. C'est alors que fut conçue cette nouvelle et hardie combinaison financière de l'émission d'un emprunt mexicain sur la place de Paris, malgré la dépréciation qui frappait déjà les titres précédemment émis. M. Corta arriva juste à point pour faciliter le succès de cette aventureuse opération. Il fit à la tribune du corps législatif un récit merveilleux des richesses du Mexique (3), de l'avenir fortuné qui lui était réservé par le développement du commerce, de l'agriculture, et de l'industrie ; sous le gouvernement

(1) Lettre de M. Achille Fould, 31 mars 1864.

(2) Voir à l'appendice.

(3) Séances des 9 et 10 avril 1865 : « Le Mexique, au point de vue agricole, commercial et industriel, est tout simplement le pays le plus favorisé du globe. » La plupart des chiffres cités par M. Corta au sujet des revenus des impôts, aux différentes époques, sont erronés.

Mission
de M. Corta.

1865.

sage et populaire de l'empereur Maximilien, « apparaissant aux Indiens comme l'homme de la prédiction, l'homme venu d'Orient aux cheveux blonds et aux yeux d'azur. »

M. Rouher, ministre d'Etat, corrobora les assertions de M. Corta dans un pompeux langage, où il était question de découverte et d'exploitation de mines de fer, de houille, de sources d'huile de pétrole ; il donna, en ces termes, aux futurs souscripteurs de l'emprunt, la garantie morale du gouvernement français : « Le but doit être atteint, la pacification doit être complète, l'armée française ne doit revenir sur nos rivages que son œuvre accomplie et triomphante des résistances qu'elle aura rencontrées⁽¹⁾. »

Quelques jours après, l'emprunt était lancé et, en trois jours, entièrement souscrit avec un engouement indescriptible⁽²⁾. L'épargne française s'engloutissait de nouveau dans ce gouffre où l'influence politique et le prestige de la France étaient déjà près de disparaître. Enfin, quelque argent était trouvé pour satisfaire aux exigences pressantes du moment. Déduction faite des frais de négociations et des prélèvements divers, il ne paraît pas être resté au gouvernement mexicain une somme de 50 millions de francs, sur les 170 millions ou environ qui furent versés par les souscripteurs.

On comprend que, dans de telles conditions, il était difficile que l'état financier du Mexique parvint à s'améliorer.

(1) Séance du 10 avril 1865.

(2) Par un syndicat de trente-cinq banquiers, auxquels s'adjoignirent deux cents banques secondaires.

On émit 500,000 obligations à 340 fr., devant produire un capital de 170 millions. — Ces obligations, remboursables à 500 fr., étaient productives d'un intérêt annuel de 30 fr. La grande attraction de cette combinaison était le tirage de lots semestriels de 500,000 fr., de 100,000 fr., de 50 et de 40,000 fr. Les banquiers chargés de l'émission prélevèrent une commission de 10 p. 100.

1865.

Avec une bonne gestion, on aurait pu notablement augmenter les revenus publics, mais il y avait peu d'ordre dans l'administration, peu d'intégrité chez beaucoup d'agents. Nous avons dit que l'empereur Maximilien avait voulu confier le contrôle et la direction des services financiers à des employés français, et nous avons fait connaître les difficultés que la mauvaise volonté des Mexicains opposait à l'application de cette mesure. Cependant, l'Empereur ayant demandé à la France un fonctionnaire d'un rang élevé pour organiser le système financier du Mexique, un inspecteur général des finances, M. Bonnefons, fut mis à sa disposition. Il se rendit à Mexico au mois de février 1865. L'Empereur et l'Impératrice désiraient qu'il acceptât le portefeuille de ministre des finances, mais il se refusa sagement, d'accord avec le maréchal Bazaine qui écrivait à ce sujet :

« J'ai reçu M. Bonnefons, et nous sommes tombés d'accord sur les difficultés qui surgiraient, et sur le peu d'indépendance que lui laisserait, vis-à-vis des intérêts de la France, sa position officielle de ministre des finances mexicaines. De son côté, l'empereur Maximilien voudrait qu'il fût ministre titulaire, mais je crois qu'il y a une arrière-pensée qui peut se traduire ainsi : « M. Bonnefons une fois ministre, je ne serai jamais embarrassé, puisqu'il aura à sa disposition la caisse et le crédit de l'armée française » ; je puis me tromper, mais M. Bonnefons ne serait qu'un banquier officiel ayant rang de ministre. Il vaut donc mieux qu'il prenne la direction des services financiers à titre de conseiller, de commissaire général, de contrôleur général, comme on voudra, avec son admission au conseil des ministres.

« J'ai donc parlé dans ce sens à l'Empereur et à l'Impératrice qui, avec raison, s'occupe des affaires du pays, et LL. MM. trouvent que M. Bonnefons est trop timide quant à la responsabilité et qu'il faut qu'il soit ministre réel ; l'affaire en est là⁽¹⁾. »

(1) Le maréchal au ministre, 10 mars 1865.

1865.

Cen'était pas sans arrière-pensée d'intérêt personnel que le gouvernement français envoyait un fonctionnaire des finances à l'empereur Maximilien. Il entendait s'exonérer autant que possible des charges que lui imposait le maintien de son armée au Mexique, et des instructions confidentielles avaient été adressées à ce sujet au maréchal.⁽¹⁾ On ne consentait à venir en aide à l'empereur Maximilien au moyen de la trésorerie de l'armée qu'à certaines conditions déterminées, entre autres la remise, aux mains d'agents français, de la direction de tous les services financiers, le règlement des indemnités françaises, et le remboursement d'une somme de 2,100,000 fr., payée pour la construction du chemin de fer de Vera-Cruz. L'empereur Maximilien, n'ayant pas le choix des moyens, souscrivit à toutes ces exigences ; mais on ne peut s'empêcher de plaindre ce malheureux souverain qui n'avait le droit de disposer ni d'un écu, ni d'un soldat.

M. Bonnefons, étant tombé malade, fut remplacé par M. Langlais, conseiller d'Etat ; en attendant l'arrivée de ce nouveau fonctionnaire, les ministres mexicains se hâtèrent de prendre nombre de mesures qui devaient paralyser son action, et, à l'insu des représentants de la France, consentirent même avec la maison Jecker à un arrangement onéreux pour le Trésor mexicain⁽²⁾.

M. Langlais fut d'abord assez mal reçu ; plus tard, l'empereur Maximilien apprécia combien était précieux un auxiliaire aussi dévoué et aussi intelligent ; mais sa santé était déjà ébranlée par le changement de climat ; il ne put résister à l'excès de travail, et mourut après une courte maladie. L'empereur Maximilien le pleura comme un ami.

(1) Instructions du 15 mars. — Le maréchal au ministre, 28 avril.

(2) Voir à l'appendice. — Le maréchal au ministre, 27 et 28 octobre.

1865.

M. Langlais avait élaboré un plan d'organisation financière et un projet de budget où les recettes et les dépenses s'équilibraient à peu près ; on ne réussit pas, du reste, à mettre ses combinaisons en pratique.